

**Cérémonie de commémoration pour les victimes de mesures de coercition à  
des fins d'assistance**

Jeudi 11 avril 2013

"Le dernier mot à une personne concernée"

Sergio Devecchi

Madame la Conseillère fédérale,

Mesdames, Messieurs et chers participants,

L'idée de vouloir éclairer un chapitre sombre de l'histoire sociale suisse semble avoir effectivement germé. Cette journée représente un début encourageant. Le soin de prononcer "le dernier mot" lors de cette cérémonie de commémoration est confié à une personne concernée. Ce fait témoigne de la gravité qui amène les instances politiques, les églises et les organisations, soit "les représentants des milieux responsables réunis" à vouloir réexaminer ensemble avec nous, personnes concernées, la période douloureuse des mesures coercitives à des fins d'assistance du siècle dernier.

Pendant longtemps, nous sommes restés silencieux, mus par de faux sentiments de honte et de peur enfouie d'être blâmés. Je l'ai vécu moi-même. Ce n'est qu'à l'occasion de mon départ à la retraite que les paroles sont montées à mes lèvres: je suis un enfant de l'assistance. Nourrisson, j'ai été retiré à ma mère, car j'étais né hors mariage. Et cela, avec l'assentiment des autorités, soutenues par l'église. Mes expériences de foyer, alors que j'étais enfant et adolescent, furent si pénibles que je les ai dissimulées, une vie durant, au plus profond niveau de la honte, en dépit des innombrables occasions de raconter mon quotidien en foyer, d'enfant placé. Je n'y suis jamais parvenu.

Comme l'a si justement formulé Salman Rushdie, "celui qui ne peut pas raconter sa vie n'existe pas".

Que notre histoire soit aujourd'hui rendue publique, qu'elle trouve place et écoute, m'émeut profondément. Avec de nombreuses personnes concernées, présentes ici ou à leur domicile, je suis touché, car l'événement en cours traduit quelque-chose d'essentiel: il s'agissait au départ d'une invitation à participer à une cérémonie de

commémoration; le résultat cependant va bien au-delà: quelques dizaines d'années de l'histoire sociale suisse sont abordées, alors qu'elles avaient si honteusement été tenues secrètes et étouffées jusqu'à présent. Ce qui, cet après-midi à Berne, a valeur de "dernier mot" prononcé par une personne concernée, doit devenir dans les années qui suivront le premier. Il doit être enfin possible de parler de notre histoire, des événements vécus. Car, il convient de le rappeler, sans passé, il n'y a pas d'avenir.

Cette journée a un caractère mémorable, non seulement pour nous, personnes concernées, mais pour la société également. Celle-ci a autorisé pendant des décennies des faits qui, à tout le moins à la lumière actuelle, révèlent clairement une injustice. J'encourage tous ceux qui ont subi des mesures coercitives à des fins d'assistance à raconter leur histoire et à la rendre publique: que ce soit à la maison, autour d'une table d'habités, dans un club, au travail ou chez des amis. Recueillons les éléments, transmettons ce qui s'est autrefois produit d'injuste et veillons ensemble à ce que nos tristes expériences soient relatées dans les livres d'histoire et les manuels scolaires.

La perspective d'une prochaine table ronde officielle me réjouit. Elle permettra aux personnes concernées de contribuer avec des représentants "des milieux responsables\*", des archivistes et des historiens à ce réexamen souhaité depuis longtemps. Une table ronde représente plus qu'un espoir, c'est une nécessité.

Madame la Conseillère fédérale a prononcé les paroles d'excuses tant attendues, donnant à cette cérémonie une dimension supplémentaire. Pour les milliers de femmes et d'hommes concernés, qui sont encore en vie, entendre ces mots revêt une signification personnelle. Et ils indiquent une piste importante pour la poursuite du travail politique et sociétal, qui ouvre de nouveaux espaces de pensée et d'action.

Sergio Devecchi, avril 2013